

DEC211647DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Philippe Basset pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9007 intitulée « Laboratoire électronique, système de communication et microsystèmes » (ESYCOM)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant création et renouvellement de l'UMR9007, intitulée « Laboratoire électronique, système de communication et microsystèmes » (ESYCOM), dont le directeur est Monsieur Jean-Marc Laheurte ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Philippe Basset, professeur des universités, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe Basset, délégation est donnée à Madame Laurence Layani, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marne-la-Vallée, le 15 mars 2021

Le directeur d'unité
Jean-Marc Laheurte

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€ HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.